

Overwegende dat artikel 32 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector bepaalt dat de daadwerkelijke verrichting en het opstarten van de investering uiterlijk 30 juni van het jaar na de indieningsdatum geschieden;

Overwegende dat de landbouwers, t.a.v. de termijnen waarin de antwoorden in verband met de subsidiabiliteit van de steun zullen worden overgemaakt, niet op de hoogte zullen zijn van de subsidiabiliteit van hun dossier op de datum van de daadwerkelijke verrichting van de investering;

Overwegende dat ze de termijn bepaald in artikel 32 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 niet kunnen naleven zonder de zekerheid te hebben dat de steun al dan niet wordt verleend;

Overwegende dat het beginsel van het aanmoedigende aspect van de steun niet meer wordt nageleefd;

Overwegende dat in een afwijking dient te worden voorzien zodat de landbouwers geen nadeel zouden ondergaan in verband met de door het betaalorgaan opgelopen vertraging in het kader van het beheer van hun steunaanvraag;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 32, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector, worden de woorden "30 juni van het jaar na de indieningsdatum" vervangen door de woorden "twaalf maanden na de datum van selectie van het dossier".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 9 juni 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203193]

9 JUN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets et l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 6, modifié par les décrets des 11 mars 1999, 22 mars 2007 et 10 mai 2012, l'article 16, l'article 18*bis*, inséré par le décret du 10 mai 2012, l'article 27, modifié par le décret du 10 mai 2012, l'article 21, § 2, remplacé par le décret du 22 mars 2007 et l'article 28, inséré par le décret du 5 juin 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 12 novembre 2015 et le 6 juin 2016;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 10 décembre 2015 et le 9 juin 2016;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 15 janvier 2016;

Vu l'avis 59.071/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 avril 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans toute communication externe ayant trait aux actions subsidiées dans le cadre du présent arrêté et à la mise en œuvre de l'article 21 du décret, le bénéficiaire mentionne à partir de l'année 2017 les soutiens régionaux dont il bénéficie et la signature régionale arrêtée par le Ministre. »

Art. 2. Dans l'article 4 du même arrêté, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« La commune ou son association de communes organise l'accès de tout ou partie des parcs à conteneurs et/ou centres de regroupement aux fractions de déchets non dangereux similaires aux déchets des ménages, qui sont visées par l'obligation de tri instaurée en application de l'article 8, § 1^{er}, 8^o, du décret et qui sont détenues par les personnes physiques et morales dont l'activité professionnelle génère des déchets. Elle peut préciser les catégories de personnes admissibles et les horaires spécifiques d'accès. Les quantités de déchets admissibles sont celles appliquées aux déchets des ménages. Le coût réel et complet du service, subsides inclus, est facturé aux bénéficiaires. Les dispositions prises sont notifiées à l'Office. »

Art. 3. Dans le paragraphe 1^{er} de l'article 5 du même arrêté, le point 2^o est supprimé.

Dans le paragraphe 2 du même article, le point 2^o est supprimé.

Art. 4. Dans le même arrêté, sont abrogés :

1° les articles 6 et 7;

2° l'article 9.

Art. 5. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° L'organisation d'actions de prévention et de réutilisation en matière de déchets ménagers, aux conditions suivantes :

a) les actions sont menées de manière coordonnée sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne et s'inscrivent dans le cadre de la stratégie régionale de prévention des déchets définie par le Gouvernement;

b) à partir du 1^{er} janvier 2017, elles respectent le calendrier régional ainsi que les thèmes et axes prioritaires issus de la stratégie régionale de prévention des déchets, communiqués par le Ministre;

c) les outils de communication et actions subventionnés sont référencés sur le portail wallon de la prévention des déchets;

d) aucune subvention n'est accordée pour la réalisation d'outils de communication lorsque des outils équivalents sont disponibles ou développés à l'échelon régional. »;

b) au 2° les mots "n'est pas visée" sont remplacés par "et des protections contre l'incontinence pour adultes ne sont pas visées";

c) le 3° est abrogé.

Art. 6. A l'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "d'1 euro" sont remplacés par les mots "de 60 cents";

2° les mots "75 %" sont remplacés par les mots "60 %".

Art. 7. L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. La subvention des actions visées à l'article 12, 2°, est fixée, par tonne collectée sélectivement dans le respect des exigences de qualité, à :

1° 32 euros pour l'année 2016;

2° 25 euros pour l'année 2017;

3° 20 euros pour l'année 2018 jusque et y compris l'année 2025.

Par dérogation à l'alinéa premier, la subvention accordée à la commune est, pour les années 2017 à 2022, de 32 euros la première année à dater du démarrage de la collecte sélective dans celle-ci et de 25 euros l'année suivant celle de ce démarrage. Ces taux dérogatoires s'appliquent uniquement aux tonnes collectées sélectivement dans la commune concernée. »

Art. 8. L'article 16 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots "1.500 euros" sont remplacés par les mots "1.275 euros";

b) après les mots "par commune" sont ajoutés les mots "en moyenne au sein de chaque association de commune".

Art. 10. A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La demande de subside est adressée à l'Office et comporte au minimum :

1° une déclaration de créance au format lettre, complétée par un tableau récapitulatif des subventions ventilées par rubrique;

2° pour les actions en matière de prévention et de réutilisation, un descriptif sur texte libre des actions menées, et un tableau récapitulatif des actions avec le coût y afférent;

3° pour les collectes sélectives, un tableau récapitulatif par type de collecte subsidiée, avec les coûts détaillés afférents à chaque collecte, et les quantités collectées;

4° un tableau récapitulatif des délégations ou actes de dessaisissement éventuels vers l'association de communes;

5° par action et type de collecte, la copie des factures et les pièces justificatives: documents édités, fiches de salaires et taux d'affectation du personnel avec ventilation par action, etc.

Les tableaux récapitulatifs sont établis conformément au modèle figurant en annexe. »;

b) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "et modalités" sont insérées après les mots "sur le respect des conditions";

c) dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "pour autant que celle-ci ait été expressément mandatée pour la percevoir" sont abrogés.

Art. 11. Dans l'article 22 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe rédigée comme suit :

« Annexe. Tableaux récapitulatifs à joindre aux demandes de subsides

1. Tableau de synthèse des actions

OBJET SUBVENTION	MONTANT RECLAME
CAMPAGNES DE PREVENTION	€
COLLECTE DE DECHETS ORGANIQUES	€
COLLECTE D'AMIANTE-CIMENT	€
COLLECTE DES DECHETS DE PLASTIQUES AGRICOLES (BACHES AGRICOLES)	€
TOTAL	€

2. Tableau de synthèse : campagnes de prévention et de réutilisation des déchets

N° Action	Libellé de l'action	Type de coût (coût, frais de personnel)	Libellé du coût	Coût hors T.V.A.	Coût T.V.A. non récupérable incluse	Montant réclamé (60 %)
Action 1	Campagne ...	Coût	Facture XXX	€	€	€
Action 1	Campagne ...	Coût	Facture YYY	€	€	€
Action 1	Campagne ...	Frais de personnel	Frais de personnel	€	€	€
Sous-total Action 1				€	€	€
Action 2	Campagne ...	Coût	Facture ZZZ	€	€	€
Action 2	Campagne ...	Frais de personnel	Frais de personnel	€	€	€
Sous-total Action 2				€	€	€
...						
Total actions				€	€	€

3. Tableau de synthèse : Délégations par intercommunale

Communes bénéficiaires	Collecte des organiques	Collecte des plastiques agricoles	Collecte de l'amiante-ciment
A	X	X	X
B			X
C	X	X	X
D	X	X	X
...			

4. Tableau de synthèse : Collecte des déchets organiques

Communes bénéficiaires	Nombre de tonnes collectées	Montant réclamé (T × subvention accordée par tonne)
A	T	€
B	T	€
C	T	€
...	T	€
Total	T	€

5. Tableau de synthèse : Collecte des bâches agricoles

Communes bénéficiaires	Nombre de tonnes collectées	Coûts de collecte et traitement	Montant réclamé
A	T		€
B	T		€
C	T		€
...	T		€
Total	T		€

6. Tableau de synthèse : Collecte des déchets d'amiante-ciment

COUTS	
Collecte :	€
Transport/Regroupement:	€
Traitement :	€
Achat de sacs :	€
T.V.A. non récupérable	€
TOTAL DES COUTS	€
RECETTES	
Vente des sacs	€
Autres recettes (hors subsides) :	€
TOTAL DES RECETTES	€
TOTAL GLOBAL (= total des coûts – total des recettes)	€
SUBSIDE DEMANDE (50 % du total global)	€

»

Art. 13. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, les modifications suivantes sont apportées au paragraphe premier :

1° au point 4, les mots "et/ou les déchets organiques" sont supprimés;

2° au point 7, après les mots "les PMC", les mots suivants sont insérés : "et, à partir du 1^{er} janvier 2017, les films d'emballage en plastique, en ce compris les sacs en plastique, quelle que soit leur épaisseur";

3° après le point 16, un point 17 est inséré, libellé comme suit : "à partir du 1^{er} janvier 2017, la fraction en plastique rigide des encombrants."

Dans le même article, un second alinéa est inséré au paragraphe 1^{er}, libellé comme suit :

« Les communes mettent en place les conditions nécessaires pour qu'au plus tard le 1^{er} janvier 2025 tous les citoyens puissent séparer efficacement les déchets organiques du flux d'ordures ménagères, en vue de leur biométhanisation ou de leur compostage y compris à domicile. »

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2016 et s'applique aux actions subsidiabiles réalisées à partir de cette date.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Art. 15. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 juin 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/203193]

9. JUNI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 6, abgeändert durch die Dekrete vom 11. März 1999, 22. März 2007 und 10. Mai 2012, Artikel 16, Artikel 18*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, Artikel 27, abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, Artikel 21 § 2, ersetzt durch das Dekret vom 22. März 2007, und Artikel 28, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten;

Aufgrund der am 12. September 2015 und 6. Juni 2016 abgegebenen Gutachten des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 10. Dezember 2015 und 9. Juni 2016 erklärten Einverständnisse des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 15. Januar 2016 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 5. April 2016 abgegebenen Gutachtens Nr. 59.071/4 des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«In jeder Kommunikation nach außen hin in Bezug auf die im Rahmen des vorliegenden Erlasses bezuschussten Aktionen und auf die Umsetzung von Artikel 21 des Dekrets erwähnt der Begünstigte ab dem Jahr 2017 die Unterstützungen, die er von der Region bekommen hat, und das vom Minister festgelegte Zeichen der Region.»

Art. 2 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die Absätze 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

«Die Gemeinde oder ihre Gemeindevereinigung organisiert den Zugang zum ganzen Areal, oder einem Teil davon, der Containerparks und/oder Sammelplätze für die nicht gefährlichen, Haushaltsabfällen gleichgestellten Abfallkategorien, die von der in Anwendung von Artikel 8 § 1 Ziffer 8 des Dekrets eingeführten Sortierungspflicht betroffen sind und die sich im Besitz der natürlichen und juristischen Personen befinden, deren Berufstätigkeit Abfälle generiert. Sie kann die Kategorien der Personen, die zugelassen werden können, und die einzelnen Zugangszeiten präzisieren. Die zulässigen Abfallmengen sind diejenigen, die für Haushaltsabfälle gelten. Die tatsächlichen und sämtlichen Kosten der Dienstleistung, Zuschüsse eingeschlossen, werden den Begünstigten angerechnet. Die erlassenen Bestimmungen werden dem Amt mitgeteilt.»

Art. 3 - In Artikel 5 § 1 desselben Erlasses wird Ziffer 2 gestrichen.

In § 2 desselben Artikels wird Ziffer 2 gestrichen.

Art. 4 - In demselben Erlass werden folgende Artikel aufgehoben:

1° die Artikel 6 und 7;

2° Artikel 9.

Art. 5 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

«1° die Organisierung von Aktionen zur Vermeidung und zur Rückgewinnung von Hausabfällen, unter den folgenden Bedingungen:

a) Die Aktionen werden koordiniert durchgeführt auf dem ganzen Gebiet der Wallonischen Region und bewegen sich im Rahmen der von der Regierung bestimmten regionalen Strategie zur Vermeidung der Abfälle;

b) Sie beachten ab dem 1. Januar 2017 den regionalen Zeitplan sowie die vom Minister mitgeteilten Themen und Schwerpunkte aus der regionalen Strategie zur Vermeidung der Abfälle;

c) Die bezuschussten Kommunikationsträger und Aktionen werden auf dem wallonischen Portal für die Vermeidung der Abfälle aufgeführt;

d) Kein Zuschuss wird für die Erstellung von Kommunikationsträgern gewährt, wenn gleichartige Träger auf regionaler Ebene zur Verfügung stehen oder entwickelt werden.»;

b) Unter Ziffer 2 wird der Wortlaut "ist nicht von der vorliegenden Bestimmung betroffen" durch "und die Inkontinenz-Schutzprodukte für Erwachsene sind nicht von der vorliegenden Bestimmung betroffen" ersetzt;

c) Ziffer 3 wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 14, Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Wörter "von 1 Euro" werden durch die Wörter "von 60 Cent" ersetzt;

2° Die Wörter "75%" werden durch die Wörter "60%" ersetzt.

Art. 7 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 15 - Die Bezuschussung der in Artikel 12 Ziffer 2 angeführten Aktionen wird pro Tonne selektiv und qualitätsgerecht gesammelte Abfälle auf folgende Beträge festgesetzt:

1° 32 Euro für das Jahr 2016;

2° 25 Euro für das Jahr 2017;

3° je 20 Euro für das Jahr 2018 und die darauffolgenden Jahre bis einschließlich 2025.

In Abweichung vom ersten Absatz beträgt der Zuschuss an die Gemeinde, für die Jahre 2017 bis 2022, 32 Euro im ersten Jahr ab dem Start der selektiven Sammlung in dieser Gemeinde und 25 Euro im Jahr, das auf das Jahr dieses Starts folgt. Diese abweichende Anteile gelten nur für die in der betroffenen Gemeinde selektiv gesammelten Tonnen Abfall.»

Art. 8 - Artikel 16 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Die Wörter "1.500 Euro" werden durch die Wörter "1.275 Euro" ersetzt;

b) Nach den Wörtern "pro Gemeinde" werden die Wörter "im Durchschnitt innerhalb jeder Gemeindevereinigung" hinzugefügt.

Art. 10 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In § 1 wird Absatz 2 durch das Folgende ersetzt:

«Der Antrag auf Bezuschussung wird an das Amt gerichtet und umfasst mindestens:

1° eine Schuldforderung im Brief-Format mit tabellarischer Zusammenfassung der nach Rubriken aufgeschlüsselten Zuschüsse;

2° Für die Aktionen in Sachen Vermeidung und Rückgewinnung, eine Beschreibung in Freitext der durchgeführten Aktionen und eine tabellarische Übersicht der Aktionen samt den damit verbundenen Kosten;

3° Für die selektiven Sammlungen, eine tabellarische Übersicht je nach Art der bezuschussten Sammlung, mit für jede Sammlung einer Auflistung der einzelnen Kosten, und die gesammelten Mengen;

4° eine tabellarische Zusammenfassung der eventuellen Vollmachtserteilungen oder Entbindungen zugunsten der Gemeindevereinigung;

5° je nach Aktion und Art der Sammlung, die Abschrift der Rechnungen und die Belege: ausgestellte Dokumente, Lohnzettel und Anteil des beschäftigten Personals mit Aufschlüsselung nach Aktionen, usw.

Die tabellarische Übersichten werden nach beiliegendem Muster erstellt.»;

b) In § 2 Absatz 1 werden die Wörter "und Modalitäten" nach den Wörtern "über die Einhaltung der durch den vorliegenden Erlass erstellten Bedingungen" eingefügt;

c) In § 2 Absatz 2 werden die Wörter "insofern diese ausdrücklich ermächtigt ist, ihn zu beziehen" gestrichen.

Art. 11 - In Artikel 22 desselben Erlasses wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 12 - In denselben Erlass wird ein Anhang mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Anhang - Tabellarische Zusammenfassungen, die den Anträgen auf Zuschüsse beizufügen sind

1. Tabellarische Übersicht der Aktionen

GEGENSTAND DER BEZUSCHUSSUNG	FORDERUNGSBETRAG
PRÄVENTIONSKAMPAGNEN	€
SAMMLUNG VON ORGANISCHEN ABFÄLLEN	€
SAMMLUNG VON ASBESTZEMENTABFÄLLEN	€
SAMMLUNG DER LANDWIRTSCHAFTLICHEN KUNSTSTOFFABFÄLLE (LANDWIRTSCHAFTLICHE SCHATTIERMATTEN)	€
GESAMTBETRAG	€

2. Tabellarische Übersicht: Kampagnen zur Vermeidung und Rückgewinnung von Abfällen

Aktionsnummer	Bezeichnung der Aktion	Kostenart (Kostenpreis, Personalkosten)	Kostenbezeichnung	Kosten ohne MwSt.	Kosten inklusive nicht rückzahlbarer MwSt.	Forderungsbetrag (60%)
Aktion 1	Kampagne...	Kosten	Rechnung XXX	€	€	€
Aktion 1	Kampagne...	Kosten	Rechnung YYY	€	€	€
Aktion 1	Kampagne...	Personalkosten	Personalkosten	€	€	€
Zwischensumme Aktion 1				€	€	€
Aktion 2	Kampagne...	Kosten	Rechnung ZZZ	€	€	€
Aktion 2	Kampagne...	Personalkosten	Personalkosten	€	€	€
Zwischensumme Aktion 2				€	€	€
...						
Gesamtbetrag Aktionen				€	€	€

3. Tabellarische Übersicht: Vollmachtserteilungen je nach Interkommunale

Anspruchsberechtigte Gemeinden	Sammlung er organischen Abfälle	Sammlung der landwirtschaftlichen Kunststoffabfälle	Sammlung der Asbestzementabfälle
A	X	X	X
B			X
C	X	X	X
D	X	X	X
...			

4. Tabellarische Übersicht: Sammlung der organischen Abfälle

Anspruchsberechtigte Gemeinden	Anzahl der gesammelten Tonnen	Forderungsbetrag (T × Zuschussbetrag pro Tonne)
A	T	€
B	T	€
C	T	€
...	T	€
Gesamtbetrag	T	€

5. Tabellarische Übersicht:

Anspruchsberechtigte Gemeinden	Anzahl der gesammelten Tonnen	Kosten für Sammlung und Verarbeitung	Forderungsbetrag
A	T		€
B	T		€
C	T		€
...	T		€
Gesamtbetrag	T		€

6. Tabellarische Übersicht:

KOSTEN	
Sammlung:	€
Transport/Zusammenstellung:	€
Behandlung:	€
Ankauf von Säcken:	€
nicht rückzahlbare MwSt.	€
GESAMTBETRAG DER KOSTEN	€
EINNAHMEN	
Verkauf der Säcke	€
Sonstige Einnahmen (außer Zuschüssen):	€
GESAMTBETRAG DER EINNAHMEN	€
GLOBALER GESAMTBETRAG (= Gesamtbetrag der Kosten – Gesamtbetrag der Einnahmen)	€
BEANTRAGTER ZUSCHUSS (50% des globalen Gesamtbetrags)	€

»

Art. 13 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten wird § 1 wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 1 werden die Wörter "und/oder organische Abfälle" gestrichen;

2° Unter Ziffer 7 wird den Wörtern "PMK" der folgende Wortlaut angefügt: "und, ab dem 1. Januar 2017, Plastikfolienverpackungen, darunter auch Plastiktüten ungeachtet ihrer Dicke";

3° Nach Ziffer 16 wird ein Ziffer 17 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "und ab dem 1. Januar 2017, Sperrmüll-Fractionen aus hartem Kunststoff. ».

In demselben Artikel wird in § 1 ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Gemeinden schaffen die nötigen Bedingungen, die es jedem Bürger erlauben, spätestens am 1. Januar 2025 die organischen Abfälle vom Hausmüll effektiv abzutrennen, und dies im Hinblick auf ihre Rückgewinnung als Biogas oder ihrer Kompostierung, auch zu Hause.»

Art. 14 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2016 wirksam und findet Anwendung auf die bezuschussbaren Aktionen, die ab demselben Datum durchgeführt werden.

In Ausweichung von Absatz 1 tritt Artikel 2 am 1. Januar 2017 in Kraft.

Art. 15 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Juni 2016

Der Minister-Präsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203193]

9 JUNI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen en van het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 6, gewijzigd bij de decreten van 11 maart 1999, 22 maart 2007 en 10 mei 2012, artikel 16, artikel 18*bis*, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012, artikel 27, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, artikel 21, § 2, vervangen bij het decreet van 22 maart 2007 en artikel 28, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 november 2015 en 6 juni 2016;

Gelet op de instemmingen van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2015 en 9 juni 2016;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 15 januari 2016;

Gelet op het advies nr. 59.071/4 van de Raad van State, gegeven op 5 april 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In elke externe communicatie m.b.t. de in het kader van dit besluit gesubsidieerde acties en de uitvoering van artikel 21 van het decreet vermeldt de begunstigde vanaf het jaar 2017 de gewestelijke steun die hij geniet en de door de Minister goedgekeurde gewestelijke handtekening. »

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

« De gemeente of haar vereniging van gemeenten organiseert de toegang van het geheel of een gedeelte van de containerparken en/of hergroeperingscentra tot de fracties ongevaarlijk afval gelijkwaardig aan de huishoudelijke afvalstoffen die betrokken zijn bij de sorteerplicht ingevoerd overeenkomstig artikel 8, § 1, 8^o, van het decreet en die gehouden worden door de natuurlijke en rechtspersonen wier beroepsactiviteit afvalstoffen voortbrengt. Ze kan de categorieën in aanmerking komende personen en de specifieke toegangsuren nader bepalen. De hoeveelheden in aanmerking komende afvalstoffen zijn degene die toegepast worden op de afvalstoffen van de gezinnen. De reële en werkelijke kosten van de dienst, met inbegrip van de subsidies, worden aan de begunstigten gefactureerd. De genomen beslissingen worden aan de Dienst medegedeeld. »

Art. 3. In § 1 van artikel 5 van hetzelfde besluit vervalt punt 2^o.

In § 2 van hetzelfde artikel vervalt punt 2^o.

Art. 4. In hetzelfde besluit worden de volgende artikelen opgeheven :

1^o de artikelen 6 en 7;

2^o artikel 9.

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1^o wordt vervangen als volgt :

« 1^o de organisatie van preventie- en hergebruikacties inzake huishoudelijke afvalstoffen onder de volgende voorwaarden :

a) de acties worden op gecoördineerde wijze op het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest gevoerd en liggen in de lijn van de door de Regering bepaalde gewestelijke strategie inzake afvalpreventie;

b) vanaf 1 januari 2017 leven ze het gewestelijke tijdschema alsook de door de Minister meegedeelde thema's en prioritaire actielijnen voortvloeiend uit de gewestelijke strategie inzake afvalpreventie na;

c) de gesubsidieerde communicatiemiddelen en acties worden op het portaal van Wallonië inzake afvalpreventie opgenomen;

d) er wordt geen toelage toegekend voor de uitvoering van communicatiemiddelen wanneer gelijkwaardige middelen op gewestelijk niveau beschikbaar zijn of worden ontwikkeld. »;

b) in 2^o worden de woorden "De ophaal van tuin- of groenafval valt niet" vervangen door de woorden "De ophaal van tuin- of groenafval en van beschermingen tegen de incontinentie voor volwassenen vallen niet";

c) punt 3^o wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 14, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "1 euro" worden vervangen door de woorden "60 cents";

1^o de woorden "75 %" worden vervangen door de woorden "60 %".

Art. 7. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De toelage voor de acties bedoeld in artikel 12, 2°, wordt per ton die selectief ingezameld wordt met inachtneming van de kwaliteitsvereisten bepaald op :

1° 32 euro voor het jaar 2016;

2° 25 euro voor het jaar 2017;

3° 20 euro voor het jaar 2018 tot en met het jaar 2025.

In afwijking van het eerste lid bedraagt de aan de gemeente toegekende toelage voor de jaren 2017 tot 2022 32 euro het eerste jaar vanaf het begin van de selectieve inzameling tijdens dit jaar en 25 euro het jaar volgend op het jaar van dat begin. Deze afwijkende percentages zijn alleen van toepassing op de in de betrokken gemeente selectief ingezamelde tonnen. »

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "1.500 euro" worden vervangen door de woorden "1.275 euro";

b) na de woorden "per gemeente" worden de woorden "in gemiddelde binnen elke vereniging van gemeente" toegevoegd.

Art. 10. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De aanvraag om toelagen wordt aan de Dienst gericht en bevat minstens :

1° een aangifte van schuldvordering in brievenformaat, aangevuld met een samenvattende tabel van de verdeelde toelagen per rubriek;

2° voor de acties inzake preventie en hergebruik, een beschrijving met vrije tekst van de gevoerde acties en een samenvattende tabel van de acties met de desbetreffende kosten;

3° voor de selectieve inzamelingen, een samenvattende tabel per type gesubsidieerde inzameling met de gedetailleerde kosten betreffende elke inzameling en de ingezamelde hoeveelheden.

4° een samenvattende tabel van de machtigingen of akten tot eventuele onttrekking ten voordele van de vereniging van gemeenten;

5° per actie en type inzameling, het afschrift van de facturen alsook de bewijsstukken : uitgegeven documenten, loonfiches en bestemmingspercentage van het personeel met verdeling per actie, enz.

De samenvattende tabellen worden overeenkomstig het in bijlage gevoegde model opgemaakt;

b) in § 2, eerste lid, worden de woorden "en modaliteiten" ingevoegd tussen na de woorden bij dit besluit gestelde voorwaarden »;

c) in § 2, tweede lid, worden de woorden "voor zover ze uitdrukkelijk gemachtigd is om ze te innen" opgeheven.

Art. 11. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 12. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage, luidend als volgt :

"Bijlage. Samenvattende tabellen die bij de aanvragen om toelagen gevoegd moeten worden

1. Samenvattende tabel van de acties

VOORWERP TOELAGE	TERUGGEVORDERD BEDRAG
PREVENTIECAMPAGNES	€
INZAMELING ORGANISCHE AFVAL	€
INZAMELING CEMENTASBEST	€
INZAMELING AFVAL VAN PLASTIEK UIT DE LANDBOUW (LANDBOUWBROEIKASSEN)	€
TOTAAL :	€

2. Samenvattende tabel : preventiecampagnes en hergebruik van de afvalstoffen

Actienr.	Opschrift van de actie	Soort kosten (kosten, personeelskosten)	Opschrift van de kosten	Kosten excl. BTW	Kosten incl. oninbare BTW	Teruggevorderd bedrag (60 %)
Actie 1	Campagne inzake....	Kosten	Factuur XXX	€	€	€
Actie 1	Campagne inzake....	Kosten	Factuur YYY	€	€	€
Actie 1	Campagne inzake....	Personeelskosten	Personeelskosten	€	€	€
Subtotaal Actie 1				€	€	€
Actie 2	Campagne inzake....	Kosten	Factuur ZZZ	€	€	€
Actie 2	Campagne inzake....	Personeelskosten	Personeelskosten	€	€	€
Subtotaal Actie 2				€	€	€
...						
Totaal acties				€	€	€

3. Samenvattende tabel : Machtigingen per intercommunale

In aanmerking komende gemeenten	Inzamelings van de organische afvalstoffen	Inzamelings van de plastic-afvalstoffen uit de landbouw	Inzamelings van cementasbest
A	X	X	X
B			X
C	X	X	X
D	X	X	X
...			

4. Samenvattende tabel : Inzamelings van de organische afvalstoffen

In aanmerking komende gemeenten	Hoeveelheid ingezamelde tonnen	Teruggevorderd bedrag (T x toelage toegekend per ton)
A	T	€
B	T	€
C	T	€
...	T	€
Totaal	T	€

5. Samenvattende tabel : Inzamelings van de landbouwbroeikassen

In aanmerking komende gemeenten	Hoeveelheid ingezamelde tonnen	Inzamelings- en verwerkingskosten	Teruggevorderd bedrag
A	T		€
B	T		€
C	T		€
...	T		€
Totaal	T		€

6. Samenvattende tabel : Inzamelings van cementasbestafval

KOSTEN	
Inzamelings	€
Vervoer/Hergroeperings	€
Verwerking :	€
Aankoop van zakken :	€
oninbare BTW	€
TOTAAL VAN DE KOSTEN	€
OPBRENGSTEN	
Verkoop van zakken	€
Andere ontvangsten (excl. subsidies) :	€
TOTAAL VAN DE ONTVANGSTEN	€
GLOBAL TOTAAL (= totaal van de kosten – totaal van ontvangsten)	€
AANGEVRAAGDE SUBSIDIE (50 % van het globaal totaal)	€

»

Art. 13. Artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 4 vervallen de woorden "- en/of organisch";

2° in punt 7 worden de woorden "PMD's" vervangen door de woorden "PMC's" en worden de volgende woorden na die termen "PMC's" ingevoegd : "en vanaf 1 januari 2017 de plastic verpakkingsfolies, met inbegrip van de plastic zakken, ongeacht de dikte ervan;

3° er wordt, na punt 16, een punt 17 toegevoegd, luidend als volgt : "vanaf 1 januari 2017, de fractie in harde kunststof van het grofvuil."

In hetzelfde artikel wordt een tweede lid in § 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« De gemeenten scheppen gunstige voorwaarden opdat alle burgers uiterlijk op 1 januari 2025 de organische afvalstoffen doeltreffend zouden kunnen scheiden van de huishoudelijke afvalstoffen met het oog op hun biomethanisatie of het composteren ervan, en dit, ook thuis. »

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2016 en is van toepassing op de vanaf die datum uitgevoerde subsidieerbare acties.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 2 in werking op 1 januari 2017.

Art. 15. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 juni 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2016/203138]

Personeel. — Bevordering tot het hoger niveau

Bij koninklijk besluit van 2 februari 2016, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2016, wordt Mevr. CARLIEZ, Mélissa, technisch deskundige bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister, door overgang naar het hogere niveau bevorderd tot de klasse A1 met de titel van attaché bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister (Franstalig taalkader).

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten van de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2016/203138]

Personnel. — Promotion au niveau supérieur

Par arrêté royal du 2 février 2016, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2016, Mme CARLIEZ, Mélissa, expert technique au Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre, est promue, par accession au niveau supérieur, dans la classe A1 au titre d'attaché au Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre (cadre linguistique français).

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2016/203139]

Personeel. — Bevordering tot het hoger niveau

Bij koninklijk besluit van 2 februari 2016, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2016, wordt Mevr. JORIS, Caroline, administratief deskundige bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister, door overgang naar het hogere niveau bevorderd tot de klasse A1 met de titel van attaché bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister (Franstalig taalkader).

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten van de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2016/203139]

Personnel. — Promotion au niveau supérieur

Par arrêté royal du 2 février 2016, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2016, Mme JORIS, Caroline, expert administratif au Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre, est promue, par accession au niveau supérieur, dans la classe A1 au titre d'attaché au Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre (cadre linguistique français).

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2016/15085]

13 JUNI 2016. — Koninklijk Besluit tot aanwijzing van de Belgische Commissarissen belast met de afbakening van de rijksgrens tussen de Nederlandse gemeenten van Eijsden en Margraten en de Belgische gemeente Wezet

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag van 19 april 1839 tussen België en Nederland betreffende de scheiding der wederzijdse grondgebieden, artikel 6;

Gelet op de Overeenkomst van 8 augustus 1843 tot vaststelling van de grenzen tussen België en Nederland, artikelen 1 en 2;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 25 november 2015 tot aanwijzing van de Belgische Commissarissen belast met de afbakening van de rijksgrens tussen de Nederlandse gemeenten van Eijsden en Margraten en de Belgische gemeente Wezet.

Overwegende het rechtekken en de normalisatie van de Maas en waterbouwkundige werkzaamheden in de jaren 1960-1980

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2016/15085]

13 JUIN 2016. — Arrêté royal portant désignation des Commissaires belges chargés de la délimitation de la frontière entre les communes néerlandaises d'Eijsden et Margraten et la commune belge de Visé

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité de 19 avril 1839 entre la Belgique et les Pays-Bas relatif à la séparation de leurs territoires respectifs, l'article 6;

Vu la Convention du 8 août 1843 fixant les limites entre la Belgique et les Pays-Bas, les articles 1 et 2;

Vu l'Arrêté royal du 25 novembre 2015 portant désignation des Commissaires belges chargés de la délimitation de la frontière entre les communes néerlandaises d'Eijsden et Margraten et la commune belge de Visé.

Considérant la rectification et la normalisation de la Meuse et les travaux hydrauliques dans les années 1960-1980;